

## EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 89 — 2121

**18 JUILLET 1989. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française  
relatif à l'organisation du groupe des établissements d'observation et d'éducation surveillée  
de la Communauté française**

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, notamment l'article 37, 4°;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 février 1988 portant règlement de son fonctionnement;

Considérant qu'il y a lieu de prendre dans l'immédiat des mesures garantissant les droits des mineurs confiés aux institutions publiques de protection de la jeunesse sans attendre une révision de l'ensemble de l'aide spécialisée à la jeunesse;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 6 juillet 1989,

Arrêtons :

**Article 1er.** Le groupe des établissements d'observation et d'éducation surveillée au sens de l'article 37, alinéa 2, 4° de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse comprend, pour la Communauté française, les établissements suivants :

- 1° l'établissement d'observation et d'éducation surveillée situé à Saint-Servais désormais dénommé « Institution publique de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, de la Communauté française »;
- 2° le home scolaire Simone Huynen situé à Jumet désormais dénommé « Institution publique de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, de la Communauté française »;
- 3° l'établissement d'observation et d'éducation surveillée situé à Wauthier-Braine désormais dénommé « Institution publique de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, de la Communauté française »;
- 4° l'établissement d'observation et d'éducation surveillée situé à Fraipont désormais dénommé « Institution publique de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, de la Communauté française »;
- 5° le centre orthopédagogique situé à Braine-le-Château désormais dénommé « Institution publique de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, de la Communauté française ».

**Art. 2.** Le Ministre qui a la Protection de la jeunesse dans ses attributions organise les institutions visées à l'article 1er du présent arrêté en fonction des besoins résultant de l'application de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

Il règle le fonctionnement de leurs diverses sections ainsi que les conditions d'accès.

Chacune de ces institutions peut notamment comprendre :

- 1° une ou plusieurs sections d'accueil court et provisoire à régime ouvert où le placement ne pourra être prolongé au-delà de quinze jours;
- 2° une ou plusieurs sections d'observation ou d'éducation à régime ouvert;
- 3° une ou plusieurs sections d'observation ou d'éducation à régime fermé. Sans préjudice des dispositions de l'article 3 relatives à la sécurité des mineurs, du personnel et des visiteurs, seules les autorités judiciaires compétentes peuvent demander le placement dans une section d'observation et d'éducation à régime fermé;
- 4° une ou plusieurs sections de prise en charge intensive à régime ouvert;
- 5° une ou plusieurs équipes éducatives prenant en charge des jeunes à l'extérieur de l'institution dans le cadre d'actions en milieu de vie.

**Art. 3.** Les institutions visées à l'article 1er peuvent comporter des locaux permettant d'isoler momentanément un mineur de façon à assurer la sécurité des mineurs, du personnel et des visiteurs. Le Ministre qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions détermine les conditions d'utilisation de ces locaux ainsi que les normes auxquelles elles doivent répondre. Ces normes et conditions respectent les droits des mineurs et la mission pédagogique dévolue au groupe des établissements d'observation et d'éducation surveillée de la Communauté française.

Elles imposent notamment à la direction de l'institution l'obligation :

- 1° d'avertir au plus tôt l'autorité de placement;
- 2° d'inviter l'autorité de placement à rendre visite au mineur dans les plus brefs délais ou de solliciter d'urgence auprès d'elle une comparution à laquelle le jeune sera présent;
- 3° d'informer le mineur de ce qu'il a la faculté d'avertir immédiatement un avocat par tout moyen mis à sa disposition par l'institution.

Lorsque la situation de crise n'existe plus, il est mis fin à la mesure d'isolement.

La durée de l'isolement ne peut excéder vingt-quatre heures. Toute prolongation de la mesure au-delà des vingt-quatre heures nécessite une autorisation préalable du délégué du Ministre compétent qui en avertit, au plus tôt pour accord, le juge titulaire, et ce, afin que celui-ci puisse prendre les mesures appropriées dans le respect des droits de l'intéressé.

Par l'intermédiaire du service d'inspection, l'administration est chargée de la supervision de l'exécution de la mesure ainsi que du contrôle des procédures réglementaires et du respect des normes établies.

**Art. 4. Dispositions modificatives :**

1<sup>o</sup> l'article 1er de l'arrêté royal du 29 décembre 1926 relatif notamment à l'établissement d'observation et d'éducation situé à Saint-Servais est complété par l'alinéa suivant :

« L'établissement d'observation et d'éducation surveillée situé à Saint-Servais est dénommé : Institution publique de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, de la Communauté française »;

2<sup>o</sup> à l'article 1er de l'arrêté du Régent du 11 mars 1948 portant création du Home scolaire de l'Etat à Jumet, modifié par l'arrêté royal du 11 octobre 1976, la dénomination « Home scolaire de l'Etat », est remplacée par celle de « Institution publique de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, de la Communauté française »;

3<sup>o</sup> l'article 1er de l'arrêté royal du 20 octobre 1955 créant un établissement d'observation et d'éducation de l'Etat à Wauthier-Braine est complété par l'alinéa suivant :

« Cet établissement est dénommé Institution publique de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, de la Communauté française. »;

4<sup>o</sup> l'article 1er de l'arrêté royal du 27 mars 1970 créant un établissement d'observation et d'éducation surveillée de l'Etat à Fraipont est complété par l'alinéa suivant :

« Cet établissement est dénommé Institution publique de protection de la jeunesse, à régime ouvert et fermé, de la Communauté française. »;

5<sup>o</sup> dans l'article 1er de l'arrêté royal du 21 décembre 1984 portant création du Centre orthopédagogique de l'Etat, les mots « un centre orthopédagogique de l'Etat destiné » sont remplacés par les mots « une Institution publique de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, de la Communauté française destinée ».

Les articles 2 et 3 du même arrêté sont abrogés.

**Art. 5.** Le Ministre qui a la Protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 6.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er décembre 1989.

Bruxelles, le 18 juillet 1989.

Par l'Exécutif de la Communauté française.

Le Ministre-Président,

V. FEAUX

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 89 — 2121

**18 JULI 1989. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve betreffende de organisatie van de groep gestichten voor observatie en opvoeding onder toezicht van de Franse Gemeenschap**

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, inzonderheid op artikel 37, 4<sup>o</sup>;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 december 1985 tot regeling van de onder-tekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 18 februari 1988 houdende regeling van haar werking;

Overwegende dat onverwijld maatregelen dienen getroffen te worden die de rechten van de minderjarigen waarborgen die toevertrouwd zijn aan de openbare instellingen voor jeugdbescherming, zonder te wachten op een herziening van het geheel van de gespecialiseerde jeugdbijstand;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op de beraadslaging van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 6 juli 1989,

Besluiten :

**Artikel 1.** De groep gestichten voor observatie en opvoeding onder toezicht in de zin van artikel 37, tweede lid, 4<sup>o</sup> van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, bestaat voor de Franse Gemeenschap uit de volgende instellingen :

1<sup>o</sup> het gesticht voor observatie en opvoeding onder toezicht, gelegen te Saint-Servais, voortaan genoemd « Openbare instelling voor jeugdbescherming met open en gesloten regime van de Franse Gemeenschap »;

2<sup>o</sup> het tehuis voor onderwijs Simone Huynen, gelegen te Jumet, voortaan genoemd « Openbare instelling voor jeugdbescherming met open en gesloten regime van de Franse Gemeenschap »;

3<sup>o</sup> het gesticht voor observatie en opvoeding onder toezicht, gelegen te Woutersbrakel, voortaan genoemd « Openbare instelling voor jeugdbescherming met open en gesloten regime van de Franse Gemeenschap »;

4<sup>o</sup> het gesticht voor observatie en opvoeding onder toezicht, gelegen te Fraipont, voortaan genoemd « Openbare instelling voor jeugdbescherming met open en gesloten regime van de Franse Gemeenschap »;

5<sup>o</sup> het orthopedagogisch centrum, gelegen te Kasteelbrakel, voortaan genoemd « Openbare instelling voor jeugdbescherming met open en gesloten regime van de Franse Gemeenschap ».

**Art. 2.** De Minister die de Jeugdbescherming onder zijn bevoegdheid heeft, organiseert de bij artikel 1 van dit besluit bedoelde instellingen volgens de behoeften die voortvloeien uit de toepassing van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

Hij regelt de werking van de verschillende afdelingen en de toegangsvoorwaarden ervan

Elke instelling kan namelijk bestaan uit :

- 1° één of meerdere afdelingen voor korte en voorlopige opvang met open regime, waar de plaatsing niet meer dan veertien dagen mag bedragen;
- 2° één of meerdere afdelingen voor observatie of opvoeding met open regime;
- 3° één of meerdere afdelingen voor observatie of opvoeding met gesloten regime. Onverminderd de bepalingen van artikel 3 betreffende de veiligheid van de minderjarigen, van het personeel en van de bezoekers, kunnen enkel de bevoegde rechterlijke overheden de plaatsing in een afdeling voor observatie en opvoeding met gesloten regime vorderen;
- 4° één of meerdere afdelingen voor intensieve behandeling met open regime;
- 5° één of meerdere opvoedingsteams voor de behandeling van jongeren buiten de instelling in het kader van acties binnen het leefmilieu.

**Art. 3.** De bij artikel 1 bedoelde instellingen kunnen lokalen bevatten voor de tijdelijke afzondering van een minderjarige, ten einde de veiligheid van de minderjarigen, van het personeel en van de bezoekers te verzekeren. De Minister die de Jeugdbescherming onder zijn bevoegdheid heeft, bepaalt de gebruiksvoorwaarden van deze lokalen en de normen waaraan zij moeten voldoen. Deze normen en voorwaarden eerbiedigen de rechten van de minderjarigen en de pedagogische opdracht die aan de groep gestichten voor observatie en opvoeding onder toezicht van de Franse Gemeenschap toegewezen is.

Zij leggen namelijk aan de directie van de instellingen de verplichting op :

- 1° de plaatsende overheid zo spoedig mogelijk te verwittigen;
- 2° de plaatsende overheid te verzoeken, om zo spoedig mogelijk de minderjarige te bezoeken of haar dringend een onderhoud te vragen, waarbij de minderjarige aanwezig is;
- 3° de minderjarige erover in te lichten dat hij de mogelijkheid heeft onmiddellijk een advocaat te verwittigen bij elk middel te zijner beschikking gesteld door de instelling.

Wanneer de crisissituatie niet meer bestaat wordt aan de afzonderingsmaatregel een einde gesteld.

De afzondering mag niet langer dan vierentwintig uren duren. Elke verlenging van de maatregel boven de vierentwintig uren vereist de voorafgaande toelating van de afgevaardigde van de bevoegde minister die zo spoedig mogelijk de rechter die het dossier van de minderjarige onder zich heeft, voor akkoord verwittigt, opdat deze de passende maatregelen kan treffen met inachtneming van de rechten van de belanghebbende.

Door tussenkomst van de inspectiedienst wordt de administratie belast met het toezicht op de uitvoering van de maatregel en met de controle op de reglementaire procedures en op de naleving van de vastgelegde normen.

**Art. 4.** Wijzigende bepalingen :

1° artikel 1 van het koninklijk besluit van 29 december 1926 betreffende met name het gesticht voor observatie en opvoeding, gelegen te Saint-Servais, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het gesticht voor observatie en opvoeding onder toezicht, gelegen te Saint-Servais, wordt genoemd : Openbare instelling voor jeugdbescherming met open en gesloten regime van de Franse Gemeenschap. »

2° in artikel 1 van het besluit van de Regent van 11 maart 1948 houdende oprichting van het rijkstehuis voor onderwijs te Jumet, gewijzigd bij koninklijk besluit van 11 oktober 1976, wordt de benaming « rijkstehuis voor onderwijs » vervangen door « Openbare instelling voor jeugdbescherming met open en gesloten regime van de Franse Gemeenschap. »

3° artikel 1 van het koninklijk besluit van 20 oktober 1955 tot oprichting van een rijksobservatie- en -opvoedingsgesticht te Woutersbrakel, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Dit gesticht wordt genoemd : Openbare instelling voor jeugdbescherming met open en gesloten regime van de Franse Gemeenschap. »

4° artikel 1 van het koninklijk besluit van 27 maart 1970 tot oprichting van een rijksgesticht voor observatie en opvoeding onder toezicht te Fraipont, wordt aangevuld met het volgende lid :

« Dit gesticht wordt genoemd : Openbare instelling voor jeugdbescherming met open en gesloten regime van de Franse Gemeenschap. »

5° in artikel 1 van het koninklijk besluit van 21 december 1984 houdende de oprichting van het rijksorthopedagogisch centrum, worden de woorden « een rijksorthopedagogisch centrum opgericht, bestemd » vervangen door de woorden « een Openbare instelling voor jeugdbescherming met open en gesloten regime van de Franse Gemeenschap opgericht, bestemd ».

De artikelen 2 en 3 van hetzelfde besluit worden opgeheven.

**Art. 5.** De Minister die de Jeugdbescherming onder zijn bevoegdheid heeft is belast met de uitvoering van dit besluit.

**Art. 6.** Dit besluit treedt in werking op 1 december 1989.

Brussel, 18 juli 1989.

Vanwege de Franse Gemeenschapsexecutieve :  
De Minister-Voorzitter,  
V. FEAUX